

# En

Rapport Balladur  
et Iparralde

HEBDOMADAIRE  
POLITIQUE BASQUE  
19 mars 2009  
N° 2070  
1,30 €

# Un PSOE Lehendakari ?

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



# Abertzale, européens et solidaires

**Q**UEL homme politique a fait retentir la cause basque au niveau international, ces cinq dernières années? Qui a contribué à européaniser une problématique que PP et PSOE s'acharnaient à confiner dans les frontières ibériques? Qui a engagé et encouragé le débat sur le processus de paix dans l'hémicycle strasbourgeois, dénoncé l'illégalisation de Batasuna, apporté son soutien au député d'Euskal Herriarrok Koldo Gorostiaga, puis à Yves Machicote, Haritza Galarraga et Amaia Rekarte, militants de Segi poursuivis par le juge Garzón? Quel député européen a exprimé sa solidarité envers les Démos traînés devant les tribunaux, participé au débat «l'Art de la Paix» en compagnie de Rocard et Massias, et plaidé en faveur de Laborantxa Ganbara devant les juges bayonnais?

Gérard Onesta, bien sûr! Onesta, et nul autre. Bien au-delà d'un ami des abertzale, Gérard EST abertzale. L'un des nôtres. Travailleur infatigable, il fut, cinq années durant, notre indéfectible soutien, notre haut-parleur bruxellois, notre avocat européen.

Dressant un bilan très positif de sa collaboration avec Gérard Onesta, Abertzaleen Batasuna a choisi de poursuivre demain, au sein d'Europe-Écologie, l'aventure commencée hier avec les Verts.

La décision de 2004 fut difficile à argumenter. En parlant sur un candidat peu connu du grand public, AB prenait le risque de n'être pas compris, mais privilégiait les idées portées par cet homme plutôt que l'effet médiatique suscité par Herritarren Zerrenda... Choix difficile jamais regretté, tant Onesta fut loyal, actif et attentif à notre cause. Choix clairvoyant dont bénéficièrent ces abertzale qui ne le soutinrent pas, mais qu'ils légitimèrent ensuite par leurs sollicitations, donnant la preuve qu'il était le seul choix vraiment efficace.

Cette fois, la décision est plus facile. S'appuyant sur le travail colossal effectué par Gérard Onesta, c'est une liste multicolore qu'intégrera AB au mois de juin. Une liste qui brise les frontières partisanses, les Verts y adhérant

aux côtés d'autres forces militantes, écologistes, syndicalistes et altermondialistes. À sa tête, José Bové n'est d'ailleurs inféodée à aucun parti politique. Eusko Alkartasuna, camarade de route d'AB, soutient cette même option. Social-démocrate, indépendantiste et fédéraliste européen, membre de la plateforme Régions et Peuples Solidaires, il se retrouve naturellement dans ce choix. AB et EA... il ne manque que Batasuna pour que se reforme le trio de gauche abertzale Euskal Herria Bai qui eut tant de succès aux échéances de 2007 et 2008. Un pôle abertzale de gauche que de nombreux Basques appellent de leurs vœux, à l'intérieur d'une vaste coalition. Un front uni des abertzale pour faire élire un député qui épouse absolument toutes nos luttes et soutient toutes nos revendications. Il ne manque que Batasuna pour réactiver cette alliance responsable qui approfondira le travail commun entamé dans EH Bai et aura des retombées réelles, comme avec Onesta. Une alliance qui ouvrira des perspectives plus vastes que la seule symbolique locale portée par une candidature en solitaire de Batasuna et ses amis.

Voter Europe-Écologie, c'est aussi se présenter avec d'autres abertzale qui vivent à l'intérieur des frontières de la République française, c'est insérer le même bulletin que les abertzale occitans et catalans qui soutiennent Bové. Faire le choix d'Europe-Ecologie nous place déjà dans la réalisation de cette Europe des peuples que nous désirons si ardemment, gommant les frontières entre nations et tirant Iparralde de son face-à-face avec l'Etat qui l'étouffe, pour le porter au niveau européen. C'est aussi répondre présent à l'appel d'un homme qui n'a jamais failli dans son engagement déterminé en notre faveur. Nous qui sollicitons tant de fois le soutien des autres, avons le devoir de soutenir celui qui ne nous a jamais déçu. Voter Europe-Ecologie, c'est unir les forces abertzale, se battre ensemble, être solidaire. Faisons campagne dès à présent, et massivement, pour une liste abertzale, européenne et solidaire: soutenons Europe-Ecologie. Et son leader, José Bové.

## «Oi gu hemen bidean galduak...»

**A**SKOTAN erran izan dugu bidegurutze batean gertatzen ginela, baina gaur bertzerik dakusagu: gutienez, bidean galduak gara, non ez garen gibelerateko hartan sartuak gehiago dena... Ulertua dukezu bistan da, Hegoaldeko egoera dugula gogoan eta ez Iparraldekoa, berriki han iragan diren hauteskunde ondotik. Horrenbertez ez uste ukan Iparraldeaz espantuka hasiko garenik, ez baita zeren, Hegoaldearen eraginpean bizi baikara sobera, noiztenka, Abertzaleen Batasunean bereziki, han baino zabaltasun gehiagoz jokatzeko delako uste badugu ere.

Horra beraz bazterrak jabalduak diruditela, denek onarturik bezala Patxi Lopez lehendakari; aitzinetik PPK PSEri bere bozak ekarriko dizkiola goraki hitzeman du «aldakuntzari» bidea emateko... Lehenik eta urrunago joan gabe zorionak euskal erakunde armatuari bere helburuak lortu baititu. Alabaina, azkeneko denbora hauetan bere eginahal guziak egin ditu hortarako: PSOEko batzuk erahilez, haienganako atxikimendua pizteko heina eta joan den urtean, bere eskumakiletako baten bozari esker Madrilerat igorri Ibarretxe bere xede goresgarriarekin batean han zangoz gora behaztopa zedin, gizagaizoa! Bederatzi lagunetarik baten bozarekin igorri zuten, jostatze bezala, armadunen kutsu doiarekin, trufa

baino musika handiago. Alabaina holako laguntza petralarekin zer egin zezakeen Madrilgo otsoen erdian? Han zerbait eskuratzekotz herritar batasun zabal eta sakon baten izenean joan beharko zen eta ez zepoa zerion boz dohakabe harekin...

Eta beraz, bide beretik, zorionak ere Euskal Herriaren nortasun bereziaren etsaiei, haiek, ezkerreko eta eskuineko, prest baitira bateratzeko, usnatua baitzuketen bozaldi huntan ezker abertzale erradikalak suizidioa hautatuko zuela, bertze abertzaleen moderatuagoko bat lagunduko zuen baino lehen.

Goraki gaitzesten dugu Madrilek D3M alderdi berria debekatu izana urrats bat bera ere egin gabe. Baina erabaki horren ondorio diren baliogabeko ehun mila boz horiek berdin deitoragarriak zaizkigu, beren alderdia lehenetsi baitute, Francoren umeak diren PPKoak Euskal Herriko aulki nagusietan paratzeko arriskua deplauki hartzerainokoa! Harri-garria, ezin sinetsia, nehork munduan zehar ezin ulertzukoa, hain beharrezkoa genukeelarik alta mundu zabal hortarik laguntza zerbait; laguntza moral hori gabe ez baitugu nehoiz azkatasunik erdietsiko.

(Segida hameka orrialdean)





... et réjoui que Barak Obama abandonne la qualification d'«ennemi combattant» établie par Bush pour priver les prisonniers de Guantanamo de la protection de la Convention de Genève. Les soldats de Ben Laden sont heureux, ils auront enfin droit à de la charcuterie...

... et à nouveau réjoui que dans un pays où il y a quarante ans les noirs ne pouvaient pas fréquenter les écoles et les bus des blancs, un homme de couleur, Michael Steele, prenne la présidence du Comité national républicain, parti d'opposition à Obama. Et dire qu'en France aucun parti n'arrive à présenter des listes européennes respectant la diversité!

... que Mountazer Al-Zaidi, le journaliste irakien qui avait lancé sa paire de chaussures sur l'ancien président George Bush en décembre 2008 à Bagdad, ait été condamné à trois ans de prison pour «agression sur un chef d'Etat étranger en visite officielle». Mauvais calculateur Mountazer, à 18 mois la chaussure t'aurais dû n'en lancer qu'une!

... qu'à peine sorti d'un an et demi de révision, le porte-avions Charles-de-Gaulle se voit revenir à quai après deux jours de haute mer en raison d'un problème mécanique. Cette nouvelle indisponibilité devrait durer «plusieurs mois». Après le Clémenceau, sa ferraille et son amiante, décidément, en France les porte-avions sont des porte-poisse!

... que le député (UMP) des Hauts-de-Seine et ancien maire d'Asnières, Manuel Aeschlimann, ait été condamné pour favoritisme, à dix-huit mois de prison avec sursis et quatre ans d'inéligibilité. Il compte faire appel... oui, bien sûr, au 22 à Asnières!

... pas tant que ça que Fillon célèbre le printemps des prix en annonçant, pour le 1<sup>er</sup> avril, une baisse de 10% du gaz. Ca tombe bien, l'économie sera encore plus grande puisqu'on n'aura plus besoin de chauffage!

... et peiné que, rageant d'être mené 22 à 2 après 18 minutes de jeu dans son tête à tête avec Agusti Waltari, Pascal de Ezcurra, dans un geste d'humeur, pulvérise d'un coup de poing une vitre du hall du Trinquet Moderne. Coupé sur une vingtaine de centimètres à l'avant-bras, il a été transporté à l'hôpital. On sait désormais ce que veut dire «avoir les nerfs en pelote».

## Retour sur une journée décisive



**A**PRES la formidable journée du 29 janvier, Euskal Herriko Laborantza Ganbara peut enfin se concentrer à son plan de travail 2009. Un calendrier riche et chargé reprend ses droits. Avant l'été déjà proche, sont programmés: une «quinzaine de l'installation en agriculture», des formations sur les énergies renouve-



lables, sur la production de lait à base d'herbe, sur les tourteaux fermiers, des voyages d'étude sur la méthanisation et la culture de l'herbe, tout un programme d'animation sur les pratiques d'élevages respectueuses de la qualité de l'eau, une journée fourrage, la poursuite de la réflexion sur l'accompagnement de la filière ovine en AOC, sans oublier le soutien personnalisé aux déclarations PAC de ce printemps, ou l'accueil des jeunes en projet d'installation, le service juridique, les diagnostics énergétiques ou environnementaux des exploitations, les conférences mensuelles, la diffusion d'*Izar Lore*, et j'en passe...

### Une histoire de plus de 30 ans

Mais à nouveau, je souhaite revenir un instant sur cette actualité forte autour du procès. Trois éléments démontrent, à mon sens, que nous n'avons pas à faire à un dossier banal.

● L'enracinement dans l'histoire de la question agricole au Pays Basque: la création d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara, en janvier 2005, s'inscrit dans une histoire de plus de 30 ans qui consiste à définir, défendre et développer une agriculture respectueuse des paysans, des consommateurs et de la nature. Cette histoire a été marquée par la création d'outils de développement et d'outils syndicaux spécifiques au Pays Basque mais chaque fois en partenariat, en adhésion avec des réseaux qui dépassent les frontières de notre territoire. Bien avant le

### Michel Berhocoirgoïn

Conseil des élus lors des assises de la décentralisation, nous avons agi pour que «*le Pays Basque soit connu et reconnu*». Nous avons pris dans ce sens les initiatives qui étaient possibles de mettre en œuvre, et revendiqué celles, indispensables, mais dont la création dépend des pouvoirs publics. Cette histoire, qui se poursuit, a été marquée par un immense travail de militants, et caractérisé par la réflexion, l'action, la pédagogie, le respect. Il a subi une humiliation et un mépris permanent de la part des instances professionnelles départementales qui se sont toujours comportées comme le parti unique. Et si j'ai un regret par rapport au 29 janvier, c'est de ne pas avoir suffisamment développé le degré de cette humiliation, parce que je voulais rester davantage positionné sur l'avenir que sur le passé.

### Le productivisme en agriculture c'est dépassé

Mais quand nous disons qu'une page est tournée, c'est qu'elle est tournée, et qu'il faut écrire la suivante... Quoi qu'il en soit, cette histoire est là; elle est la raison de nos démarches et de nos combats aujourd'hui, elle est notre force; nous ne regrettons rien, même pas le temps et les énergies perdues parce que tout cela donne de la légitimité aux objectifs que nous affichons.

● Le deuxième élément c'est la nature du projet paysan. L'agriculture paysanne et durable, c'est une exigence. Alors que le discours dominant pour tenir le pouvoir et le contrôle du monde paysan a toujours consisté à exarcerber le corporatisme en développant l'idée que nous serions agressés de toutes parts, par les consommateurs qui veulent payer peu et bien manger, par les écolos qui ne connaissent rien et qui nous accusent... Alors qu'il serait tellement facile de développer les discours populistes, en affirmant que nous n'avons de leçons à recevoir de personne, c'est beaucoup plus compliqué et risqué de développer la dimension citoyenne et éthique de notre métier, et les traductions concrètes que cela sous-tend concrètement dans nos façons de travailler. Prendre conscience que nos moyens de production: la terre, l'eau, la biodiversité, constituent le Bien Commun; que le productivisme en agriculture, c'est dépassé (comme la vitesse sur la route!); que l'élimination du voisin

n'est pas un ballon d'oxygène pour notre survie, mais une perte irrémédiable et une plus grande vulnérabilité pour notre propre avenir immédiat; que la qualité des produits n'est pas une affaire de communication et de marketing, mais de système de production; que la répartition des moyens de production et des aides publiques est la seule façon de maintenir les paysans nombreux; que le maintien de paysans nombreux, c'est la seule condition pour avoir une agriculture qui réponde aux attentes de la société en terme d'alimentation de qualité, de biodiversité, d'entretien de territoire et de dynamique rurale. En somme tout ce que l'agriculture industrielle ne sait pas faire...

### Un projet paysan partagé

Tout cela constitue un défi de tous les jours, un engagement individuel et collectif, et nécessite des moyens financiers et structurels pour que ce type d'agriculture ne soit pas seulement l'affaire de quelques niches, mais soit vraiment une alternative globale.

● Enfin, le troisième élément important est constitué par ce mouvement social exemplaire qui s'est exprimé constamment au cours des années passées, particulièrement lors de la création d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara, des moments importants qui ont marqué son développement et, de façon spectaculaire, durant la période précédant le procès, et le jour même du procès. Ce mouvement ne s'explique que par l'histoire de la question agricole basque et la nature de son projet. Le soutien de plus de 1.000 élus (fait unique en Pays Basque), de la multitude d'associations, de cette foule de toute sensibilité, fait que nous avons à faire à un mouvement enraciné, convaincu, impliqué, en attente et en action. Tout sauf un phénomène spontané, aléatoire, ou passager.

Le 29 janvier 2009 a été la jonction d'une histoire déjà longue mais toujours en construction, d'un projet paysan partagé et exigeant, et d'un mouvement social déterminé et démocratique. Il ne suffit pas que ce phénomène soit reconnu dans l'absolu et salué pour l'intérêt qu'il représente; au bout du bout, seuls les faits comptent: ce sont les faits qui font la réalité... Rien ne sert finalement d'être dans le vrai, si les faits ne donnent pas raison. Cela pourrait être source de frustration qu'il faut toujours chercher à éviter. Espérons que le 29 janvier aura confirmé le vrai dans les faits...



# Le rapport Balladur ne touche mais laisse toujours Iparralde

## Les vingt propositions

Celles qui peuvent influencer l'ordonnance

**L**E 5 mars, la commission Balladur a remis son rapport au Président Sarkozy. Le «Comité pour la réforme des collectivités locales» devait s'attaquer au millefeuille des pouvoirs locaux. Première constatation, aucune feuille n'est supprimée. Toutes les strates de gestions sont maintenues: commune, intercommunalité, département et région. Comme on pouvait le prévoir, le rapport Balladur soulève de multiples débats dans l'Etat français et personne ne peut dire aujourd'hui ce qui restera des propositions avancées dans le projet de loi finalement adopté à l'automne prochain. Regroupements volontaires des régions et départements, redécoupages des circonscriptions, nouveau mode de scrutin, partage des compétences entre collectivités, modification des ressources financières de ces collectivités, les questions abordées sont nombreuses et les changements mis en route conditionneront fortement la vie politique locale dans les prochaines années. Le rapport parle de la Corse, des territoires d'Outre-Mer, de l'Alsace, de la revendication d'extension de certaines régions (référence implicite à la Bretagne). Mais rien sur le Pays Basque. Où y a-t-il eu plus qu'ici ces 15 dernières années un mouvement revendicatif de masse impliquant diverses tendances politiques en faveur d'une reconnaissance institutionnelle? Le Pays Basque reste un point aveugle pour la République française, questions diplomatiques obligent. Aucune mention, aucune reconnaissance proposée, aucune procédure qui permettrait d'accéder au niveau institutionnel: dire que le Pays Basque a été écouté et entendu relève de la méthode Coué!

Si les «Pays» ne sont pas formellement supprimés, c'est tout comme car il est proposé de les faire disparaître des textes législatifs. Par ailleurs, la disparition de la clause de compétence générale pour les régions et départements, qui «risque» de compromettre tout le dispositif mis en place depuis 94, est proposée par le rapport.

*Ironie de l'histoire: les ersatz institutionnels (Conseil des élus et de développement) et la bonne «gouvernance» soit disant sans pareils dans l'Etat français et si souvent utilisés pour nier toute nécessité d'une institution propre à Iparralde se retrouvent aujourd'hui menacés par la réforme!*

### A côté de la plaque

● Le rapport Balladur avait pour ambition de donner aux régions françaises la «taille» européenne. Il faut que la conscience européenne des Français soit vraiment très indigente pour accréder pareille sornette. La force des régions en Europe ne découle pas de leur taille mais de leur capacité fiscale et de leur autonomie réelle vis-à-vis de l'Etat central. En Allemagne, la petite Sarre est un Lânder, tout comme les villes-état de Breme et de Hambourg. En Belgique, les trois millions de Wallons constituent une région autonome. Dans l'Etat espagnol, la Navarre et ses six cent mille habitants tout comme les deux millions d'habitants d'Euskadi, sont des communautés autonomes. Et que dire du Luxembourg, de Malte et de Chypre?

● Le rapport Balladur ne dit mot sur ce qui est antinomique avec une réelle décentralisation, le poids énorme des administrations de l'Etat sur l'ensemble du territoire. C'est là une spécificité française dans l'Union européenne. Le préfet, sa fonction, son aura dans l'opinion, son pouvoir réglementaire, la multitude de fonctionnaires d'Etat qui l'entoure... est sans équivalent en Europe. Le rapport Balladur, qui a pour ambition de réduire le coût de la gestion locale, n'entame en rien ce puissant et coûteux réseau d'administrations qui, quoi qu'on prétende, perpétue le centralisme à la française et ce malgré les lois Defferre de 1982 qui ont supprimé la tutelle préfectorale sur les collectivités locales.

● Enfin, le rapport Balladur, qui veut limiter le nombre des élus locaux donc le coût total de leurs indemnités, ne s'attaque pas au véritable fléau de la démocratie: le cumul des mandats. D'une certaine manière il l'organise en cumulant les fonctions électives des conseillers généraux et régionaux. Une interdiction du cumul des mandats doublée d'un statut de l'élu éviterait l'absentéisme dans les assemblées et consacrerait l'exclusivité du travail de l'élu, donc son efficacité, a son mandat unique.

\*\*\*

Contribution au débat, déjà ouvert au sein d'Abertzaleen Batasuna, et plus largement en Iparralde, Enbata reproduit ci-après les éléments les plus significatifs, du point de vue basque, d'un rapport de 119 pages composé d'une 1<sup>ère</sup> partie: «L'organisation territoriale de notre pays nécessite une profonde réforme», d'une 2<sup>ème</sup> partie «L'ambition d'une démocratie locale renforcée et efficiente» et qui se conclue par la préconisation de 20 propositions.

**P**ROPOSITION n°3: désigner par une même élection, à partir de 2014, les conseillers régionaux et départementaux; en conséquence supprimer les cantons et procéder à cette élection au scrutin de liste.

Afin de renforcer le rôle des régions tout en les rapprochant des départements et en modernisant le mode d'élection des représentants de la population à chacun de ces deux niveaux d'administration territoriale, il est proposé de procéder simultanément

**Proposition n°6: ne plus créer de nouveaux «pays» au sens de la loi du 4 février 1995.**

La plupart des «pays» ont été des structures de préfiguration des groupements de communes. Ils ont, pour l'essentiel, rempli leur office. Il est donc proposé de proscrire la constitution de nouveaux «pays» au sens où le prévoyait la loi du 4 février 1995.

**Proposition n°7: instaurer l'élection des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre au suffrage univer-**



sel direct, en même temps et sur la même liste que les conseillers municipaux.

La plupart des groupements de communes exercent, en fait, des compétences très larges, en lieu et place des communes qui les constituent. Or, les organes délibérants de ces groupements ne procèdent que du suffrage indirect. Il est proposé d'étendre le champ de la démocratie locale en prévoyant que les membres de ces organes délibérants soient élus au suffrage direct, en même temps et sur la même liste que les conseillers municipaux, les premiers de liste ayant vocation à siéger au conseil de l'intercommunalité et au conseil municipal de leur commune, les suivants de liste siégeant exclusivement dans leur conseil municipal. Afin que toutes les communes soient représentées dans des conditions satisfaisantes au con-

## Le nom d'EHLG : tout sauf un détail



"Jeudi 26 mars à 13h30 devant le Tribunal de Bayonne, une nouvelle occasion de montrer aux pouvoirs publics notre détermination plus forte que jamais de ne pas céder un centimètre dans la défense de la liberté d'association et de l'avenir d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara"

"C'est super, vous avez gagné à 95% puisque la procureure a renoncé à demander votre interdiction, et même toute peine de prison ou d'ammende contre vous ! Maintenant, il suffit de changer de nom, juste un mot, et plus de problème !"

J'ai entendu plusieurs fois ce type d'exclamations joyeuses depuis le 29 janvier dernier et je les approuve en partie.

### Une vraie victoire politique

C'est vrai que nous avons remporté une belle victoire politique, grâce à une mobilisation sans faille, grâce à des soutiens d'une grande qualité et d'une belle pluralité, grâce à une stratégie entièrement pacifique et transparente. Nous sommes passés en quelques mois d'une procédure au pénal qui entendait satisfaire le Préfet dans son acharnement à nous voir disparaître et d'un mandement de citation dans lequel les articles visés faisaient risquer pas moins que la fermeture de l'association et l'incarcération de son président, à un réquisitoire du parquet ne demandant qu'une prononciation de notre culpabilité et un délai de trois mois pour que nous changions de nom. Oui, nous avons gagné politiquement et nous avons réussi grâce à cette

campagne à faire reculer l'Etat, à modifier ses prétentions à notre encontre. Cette victoire vient valider la pertinence des voies non-violentes, l'efficacité des moyens pacifiques, et le débat militant en Pays Basque devra intégrer cet élément d'analyse quand il abordera les questions de stratégies à l'avenir.



*"EHLGren garaipen politikoak,  
bortxa gabeko bideen egokitasuna,  
eta baliabide baketsuen eraginkortasuna  
azkartzen ditu, eta, EHko  
eztabaida militanteak, estrategien gaia  
landuko duelarik geroan,  
pundu hori konduan hartu beharko du!"*

Mais des choses importantes ont été dites entre la plaidoirie de la procureure et la fin du procès. Les avocats d'EHLG ont développé des arguments très forts, des raisonnements juridiques très précis. Fera-t-on comme si cela n'avait pas eu lieu ? Comme si ces arguments n'avaient pas existé ? Et accepterions-nous

notre condamnation, même si elle n'était assortie d'aucune peine ?

Je crois qu'il s'agirait là d'une grave erreur, qui mettrait en danger l'avenir de l'association Euskal Herriko Laborantza Ganbara, et qui nuirait au principe de la liberté d'association dans l'Etat français. C'est bien pour ces deux raisons-là que nous ne devons en aucun cas nous y résigner !

**Le nom EHLG n'a jamais posé aucun problème juridique !**

Nous ne devons en aucun cas accepter d'être condamnés tout d'abord parce que nous avons juridiquement raison.

C'est l'appellation [chambre d'agriculture] qui est protégée par le code rural, et en aucun cas sa traduction en quelque langue que ce soit, basque, anglais, breton ou italien.

Même le Préfet le pense et il ne s'est réfugié sur cet argument bidon que parce qu'après quatre ans d'activité unanimement appréciée d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara, sa prétention à illégaliser notre association pour son existence même tenait encore moins la route.



C'est parce que le Préfet pensait que l'appellation Euskal Herriko Laborantza Ganbara ne posait aucun problème qu'il a accepté, sans la moindre remarque, le dépôt de déclaration de l'association loi 1901 du même nom à la sous-préfecture de Bayonne fin janvier 2005, alors même que toute son attention était portée sur la création de cette association comme l'atteste sa lettre du 7 janvier 2005.

Oui, c'est bien parce que le nom Euskal Herriko Laborantza Ganbara ne pose aucun problème juridique que l'association a été enregistrée au Journal Officiel sans la moindre remarque, la moindre notification d'un tel problème, la moindre sollicitation de rendez-vous avec le président de l'association, la moindre demande de changement du nom entre le 27 janvier 2005, date de la délivrance du récépissé de déclaration de l'association à la sous-préfecture de Bayonne et le 19 mars de la même année, date de l'enregistrement au Journal Officiel.

Or, il se trouve qu'à la même époque la pratique de la sous-préfecture de Bayonne, et celle de la préfecture de Pau consistent à refuser d'accepter le dépôt de déclaration et l'enregistrement des associations loi 1901 dont la dénomination ne paraît pas correcte.

J'en sais quelque chose et en ai la preuve écrite puisqu'à la même époque exactement (janvier et février 2005 notamment), la sous-préfecture de Bayonne m'a refusé malgré des demandes répétées et insistantes le dépôt de déclaration et l'enregistrement de l'association loi 1901 "Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua" au motif que "le terme fondation relève d'une législation spécifique".

Pendant plus de trois ans d'affilée, il sera impossible à plusieurs membres de la Fondation MRA se succédant à la sous-préfecture de Bayonne de déclarer l'association loi 1901 Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua, sauf à changer le nom de l'association.

Ces refus sont nets et sans appel, et vont même jusqu'au refus de délivrance d'un récépissé de Déclaration de l'association !

Devant nos tentatives répétées et notre insistance, le refus nous est confirmé pour la énième fois, cette fois par écrit en septembre 2008 (trois ans et demi après les premières tentatives d'enregistrement) par lettre de la sous-préfecture (signée par la même personne qui a enregistré l'association Euskal Herriko Laborantza Ganbara) et par lettre de la préfecture. Ces courriers sont on ne peut plus clairs : "une association loi 1901 ne peut avoir dans son titre le terme fondation qui relève d'une législation spécifique" et

"il n'est donc légalement pas possible de répondre favorablement à votre demande d'enregistrement de l'établissement concerné, sauf à ce que votre demande nouvelle renonce à la qualification que vous envisagez".

On comprend bien dès lors que si la demande d'enregistrement de l'association Euskal Herriko Laborantza Ganbara a elle été acceptée du premier coup, c'est que ces termes-là n'étaient pas considérés comme relevant d'une législation spécifique (alors même que la préfecture en connaissait parfaitement la traduction qui avait été abondamment donnée par la presse locale dans ses compte-rendus de la fameuse journée de création d'EHLG du 15 janvier 2005 qui était l'objet de toute l'attention du Préfet). Sinon, elle aurait bien évidemment connu le même sort que la demande d'enregistrement de l'association Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua.



*"Prefetaren 2005eko ekainaren 6eko auzijartzeak, EHLG elkartearen aurkakoak, Errepublikaren prokuradoreari aurkeztuak, hots afera guzi honen eta 2009ko urtarrilaren 29ko auziaren iturria denak, ez du hitzik erraiten EHLGren izenaren ilegaltasunari buruz."*

### Démonstration confirmée par la plainte même du Préfet

Cela est absolument confirmé par le fait suivant, qui paraîtra incroyable à beaucoup malgré le fait qu'il soit rigoureusement exacte : la plainte du 6 juin 2005 du Préfet au procureur de la république contre l'association loi 1901 EHLG, qui est à l'origine de toute cette affaire et du procès du 29 janvier 2009, ne dit pas un mot sur la prétendue illégalité du nom Euskal Herriko Laborantza Ganbara !



*"La condamnation sur le nom validerait les quatre années de harcèlement injustifiable contre une association loi 1901"*

Le Préfet considère alors que l'association est illégale parce qu'elle développe "une activité qui vise clairement à concurrencer la chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques"(...). L'objectif ouvertement déclaré est d'ailleurs de se voir officiellement reconnaître à terme comme institution consulaire agricole dans le ressort géographique du pays basque. De la part d'une personne morale, cette attitude est constitutive d'une infraction que je me dois de porter à votre connaissance"(...). "Comme atteste une abondance de documents, il est patent que l'association "Euskal Herriko Laborantza Ganbara" exerce son activité : "dans des conditions de nature à créer dans l'esprit du public une confusion avec l'exercice d'une fonction publique".

On voit bien que c'est l'activité et l'existence même de l'association qui sont contestées par l'autorité préfectorale, contrairement à tous les mensonges que pourra proférer par la suite le Préfet Philippe Rey, y compris quand il s'adressera aux maires ou à la presse du Pays Basque ! A aucun moment de cette plainte, son prédécesseur ne soulevait l'argument que le nom d'EHLG pouvait poser un problème !

C'est bien simple, il n'évoquait même pas, dans l'énumération (pourtant destinée à convaincre le procureur de l'époque qu'il y avait délit et qu'il fallait poursuivre) des motifs justifiant des poursuites contre EHLG, un quelconque problème juridique que pourrait poser le fait qu'on puisse traduire Laborantza Ganbara par Chambre d'Agriculture !

En fait, depuis que l'association a obéi à l'injonction du 7 janvier 2005 que lui a adressée le Préfet Philippe Grégoire et qu'elle a enlevé de la dénomination dont elle comptait se doter la partie incriminée "Chambre de développement agricole et rural du Pays Basque", le nom ne pose plus de problème aux yeux de M. Grégoire, qui malgré cela va quand même porter plainte contre EHLG.

Et l'on voudrait nous faire croire qu'il aurait commencé à en poser un, quatre ans après la naissance de l'association ?

### Valider quatre années de harcèlement ?

Les préfets qui se sont succédés ont radicalement changé de discours en quatre ans (passant de "c'est l'existence de l'association et sa prétention à être une chambre d'agriculture alternative qui est le problème" à "le seul problème, c'est le nom, qu'elle change de nom et il n'y a plus de problème") car plus personne n'acceptait de cautionner la remise en cause de l'existence même de l'association EHLG.

Les préfets ont pourtant tout fait pour tuer cette association, en essayant de l'asphyxier financièrement, en la harcelant en permanence, en multipliant les pressions en tout genre : qui se souvient aujourd'hui par exemple que le préfet de l'époque est personnellement intervenu pour empêcher EHLG d'organiser Lurrarna La





*"La demande d'une simple condamnation sur le nom n'est là que pour sauver la face au Préfet"*

Ferme Pays Basque ? Ils ont échoué et aujourd'hui trop de monde refuserait de cautionner l'illegalisation de Laborantza Ganbara.

*La demande d'une simple condamnation sur le nom n'est là que pour sauver la face au Préfet. Mais elle serait particulièrement grave pour les raisons suivantes :*

✓elle remettrait EHLG dans une position de faiblesse et de grande vulnérabilité face à des gens qui, quoi qu'ils aient clamé haut et fort ces derniers mois, ne poursuivent pas le changement du nom de l'association mais veulent bel et bien sa peau<sup>1)</sup> : la moindre condamnation, même non assortie de peine, permettra à la Chambre d'agriculture de Pau de se retourner au Civil pour demander des dommages et intérêts pour le préjudice subi et au Préfet de contester immédiatement toutes les conventions, délibérations et partenariats en cours d'établissement avec EHLG.

Ceux qui ont déjà eu affaire aux dirigeants de la Chambre de Pau et au Préfet actuel ne savent que trop bien le profit qu'ils pourraient tirer d'une telle situation. Une fois le verdict tombé, les grandes déclarations affirmant que l'existence même de EHLG ne pose aucun problème seront vite oubliées !

✓elle validerait les quatre années de harcèlement injustifiable contre une association loi 1901 et la tentative scandaleuse de l'autorité publique de faire disparaître par tous les moyens financiers, administratifs, politiques et judiciaires cette association, en laissant dans les mémoires que finalement "c'était le préfet qui avait raison et EHLG qui était illégale",

✓elle prétendrait contraindre Euskal Herriko Laborantza Ganbara à renoncer à sa raison d'être, qui n'est pas d'être une association de développement et d'animation agricole de plus, mais bien une association qui entend démontrer cha-

que jour par son existence même et son travail que la création d'une chambre d'agriculture du Pays Basque au service d'un projet d'agriculture paysanne serait une avancée des plus positives pour ce pays et ses paysans,

✓par là même, elle constituerait une restriction évidente de la liberté d'association, alors même qu'en plus de 9 heures de procès, pas l'ombre de l'existence concrète d'un seul cas de confusion n'a été portée à la connaissance du Tribunal, et n'est venue justifier le fait d'une particulière gravité que constituerait une telle atteinte à la liberté d'association, extrêmement protégée dans le droit français.

Notre devoir serait dès lors de tout faire pour que ne puisse pas être validée une telle jurisprudence. Nous aurions dès lors une lourde responsabilité sur les épaules, nous obligeant -pour toutes les autres associations, pour le principe même de liberté d'association- à continuer la bataille juridique, en appel, en cassation et devant la cour européenne des droits de l'Homme.

Soyons présent(es) le jeudi 26 mars à 13h30 devant le Tribunal de Bayonne pour montrer aux pouvoirs publics notre détermination plus forte que jamais de ne pas céder un centimètre dans la défense de la liberté d'association et de l'avenir d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara.

**Txetx**

**txetx@wanadoo.fr**

<sup>1)</sup>*La meilleure preuve en est que si seul le nom posait problème, le préfet se serait sagement contenté d'attendre le procès, et n'aurait pas déployé toute cette énergie insensée pour empêcher les subventions à EHLG, les déductions fiscales aux donateurs d'EHLG, les conventions et partenariats avec EHLG, l'organisation du salon Lurrama par EHLG !*

## Zer dela? Zer dela?

### Gainekotx

Lehen, herri batean istorioak izaiten zirelarik Galarrotsak muntatzen ziren gauaz. Egun argiz, bekoz-beko ezin erranak molde huntan erraiten ziren:

-Zer dela? Zer dela?

-Pattinek auzoaren emaztea bildu duela...

Eta ondotik ahal bezainbat arrabots egiten zen, aipatuaren egin moldeak salatzeko.

Denborak aldatu dira; ez da gehiago gaua goaitatzen erran beharren erraiteko. Bainan molde hori atxikiz, huna, ezagutuko duzuen gizon ttipi bati erran behar geniokena:

-Zer dela? Zer dela?

-Lehendakari izaiteko jendeari zernahi sinetsarazi diozula...

-Zer dela? Zer dela?

-Jendea hortaz ohartzen hasia dela...

-Zer dela? Zer dela?

-Supermanen gisa denentzat aterabide bat ba omen duzula...

-Zer dela? Zer dela?

-Gertakari baktxaren parean lege berri bat sakatzen diguzula, arazoaren funtsa jorratu gabe...

-Zer dela? Zer dela?

-Dena legeztatzearen bortxaz askatasuna eta norberaren inizatiba deuseztatuko dituzula...

-Zer dela? Zer dela?

-Horrela segituz, oldartzen ez bagira, joan den mendean ezagutu diren garai beltz batzu ezagutuko ditugula...

-Zer dela? Zer dela?

-Kanpotiarraren, omen alferra denaren, auzoaren herra sortarazi eta gartzuz, jendeak elgarren kontra muntatzeko estrategia etengabe erabiltzen duzula...

-Zer dela? Zer dela?

-Hori ez dugula onartuko jakin behar duzula...

-Zer dela? Zer dela?

-Agian ostegunean, horren erraiteko karrikan asko izanen girela!!

□

# Ne pas laisser les affaires du monde ... au monde des affaires !

En ce jour de mobilisation dans l'Hexagone voici quelques données et arguments qui permettent de mieux comprendre les enjeux de la lutte contre la précarité et les déréglementations économiques et sociales.

La puissance des grèves et manifestations du 29 janvier dernier, les luttes de plus en plus nombreuses dans les entreprises, dans les universités, la forte mobilisation sociale des Antillais, ont conduit le Président de la République à annoncer quelques mesures sociales.

Face à l'expression des préoccupations sur l'emploi, il a dû occuper le terrain. Il s'est prononcé pour l'arrêt des délocalisations de l'industrie automobile, mais est resté muet sur les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour y parvenir. Il n'a apporté aucune réponse à la revendication de nouveaux droits collectifs d'intervention des salariés pour s'opposer aux suppressions d'emplois et aux fermetures d'entreprise. Pire, la seule décision prise est un nouveau cadeau accordé sans contrepartie aux entreprises : la suppression de la taxe professionnelle, annonciatrice d'un alourdissement de la fiscalité locale, au détriment du pouvoir d'achat des salariés, chômeurs et retraités.

## Changer la donne économique et sociale

Au moment où des centaines de milliers de citoyens vont montrer la force de leurs convictions, de leurs attentes, de leur volonté de changer la donne économique et sociale... face à un Premier Ministre qui martèle «*Toute enveloppe supplémentaire, c'est de la dette supplémentaire*»... voici quelques données chiffrées concernant l'hexagone qu'il est intéressant de prendre en compte.

*"Estatuaren diru sartzeak guttitu dituzte aberatsen zergak ttipituz. Ondorioz, aberatsei dirua mailegatu dute, herritarrei galdatuz gerrikoaren tinkatzea "zoraren" ordaintzeko!"*

Le CAC 40 encaisse 100 milliards de profits de bénéfices, le double d'il y a cinq ans. A lui seul le groupe Total encaisse 13 milliards d'euros de bénéfices.

Les 500 familles les plus riches ont encaissé 80 milliards d'euros de plus l'an passé. Il y a 378 000 millionnaires en euros en France. Les patrons se sont augmentés de 58% en

2007. Le salaire moyen des 50 premiers patrons est de 310 fois le Smic. Le mieux payé est le patron d'AGF assurances, qui reçoit 23,2 millions d'euros en 2007. 10% de la population possède près de 50% du patrimoine.

## Niches fiscales, "aides" sans effet sur l'emploi...

Il y avait déjà 72 milliards de «niches fiscales» et Sarkozy a accordé en sus un «bouclier fiscal» de 15 milliards chaque année. L'Etat déverse aussi 60 milliards d'aides chaque année aux chefs d'entreprise (au détriment de nos cotisations sociales) sans aucun effet sur l'emploi ni les salaires.

Selon ces données accessibles sur le site [www.democratie-socialisme.org](http://www.democratie-socialisme.org), l'Hexagone n'a jamais été aussi riche et les richesses aussi mal réparties. Les caisses ne sont pas «vides», elles sont pleines, elles débordent... Ce qu'ils ont fait, c'est de siphonner les caisses publiques pour remplir les caisses privées !

Ils ont diminué les recettes en baissant les impôts des riches, et puis ils leur ont emprunté et ils demandent aux autres citoyens, à nous, de se serrer la ceinture pour rembourser cette «dette» à taux élevé.



## L'Agenda de la Fondation

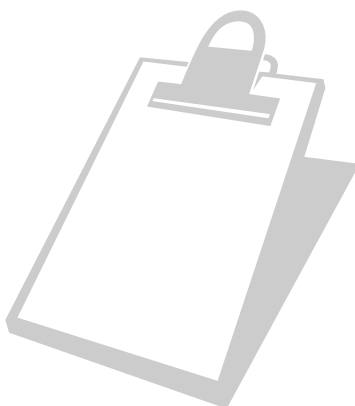
### LES PUBLICATIONS DE LA FONDATION MANU ROBLES-ARANGIZ

La Fondation Manu Robles-Arangiz a publié son 34<sup>e</sup> Gai Monografikoa sur "Euskal Herriko Laborantza Ganbara".

De nombreux articles de Michel Berhocoirgoïn à Maryse Cachenaute, en passant par Paul Nicholson et Ainhoa Iturbe permettront au lecteur de trouver dans ce recueil des détails sur l'historique d'EHLG, le modèle agricole qu'il défend et la confrontation démocratique qu'il représente.

Le Gai Monografikoa est disponible gratuitement au local de la Fondation Manu Robles-Arangiz (20, rue des Cordeliers à Bayonne).

Vous pouvez aussi le télécharger sur le blog d'Alda! en cliquant sur l'image disponible en haut à droite de la page d'accueil : [mrafundazioa-alda.org](http://mrafundazioa-alda.org).



Alda!ren bloga :  
[www.mrafundazioa-alda.org](http://www.mrafundazioa-alda.org)



MANU  
ROBLES-ARANGIZ  
INSTITUTUA

Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua  
20, Cordeliers karrika  
64100 BAIONA  
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23  
[ipar@mrafundazioa.org](mailto:ipar@mrafundazioa.org)  
[www.mrafundazioa.org](http://www.mrafundazioa.org)

Zuzendaria  
Dani Gomez  
Ipar Euskal Herriko arduraduna  
Txetx Etcheverry  
Alda!ren koordinatzailea  
Xabier Harlouchet





# Le pas au millefeuille de sans institution

## Propositions

organisation territoriale basque

seil communautaire, il serait prévu que les critères démographiques de représentation seraient assortis d'une disposition permettant que chaque commune dispose au moins d'un représentant au conseil communautaire. Il se déduit de tout ce qui précède que les mandats exécutifs intercommunaux devraient entrer dans le champ de la législation relative à la limitation du cumul des mandats.

**Proposition n°9: permettre aux intercommunalités de se transformer en communes nouvelles en redéployant, en leur faveur, les aides à l'intégration des communes.**

L'objectif à atteindre est, à terme, que les intercommunalités se transforment en communes de plein exercice, ce qui permettrait à la France de compter des communes fortes, en nombre raisonnable. Afin d'encourager ce mouvement, il est proposé que les aides à l'intégration soient redéployées en faveur des intercommunalités où le besoin d'intégration est le plus manifeste, qu'une date butoir soit fixée par la loi pour l'attribution de ces aides et que, passé le délai ainsi accordé aux communes pour s'engager dans la voie de l'intégration, ces aides soient gelées puis diminuent progressivement.

**Proposition n°11: confirmer la clause de compétence générale au niveau communal (métropoles, communes nouvelles issues des intercommunalités et autres communes) et spécialiser les compétences**

**des départements et des régions.**

Une fois définis les champs de compétences respectifs de chaque niveau de collectivités locales, il est proposé que les départements et les régions ne puissent intervenir que dans les domaines de compétences que la loi leur attribue, de manière à limiter les excès des financements croisés. En revanche, afin de garantir aux élus les plus proches des populations et de leurs besoins la capacité de prendre des initiatives dans les cas non prévus par les textes législatifs et réglementaires, les communes dans leur forme actuelle, les communes nouvelles issues des intercommunalités et les métropoles exerceraient, outre leurs compétences d'attribution, une compétence générale. Par ailleurs, les départements conserveraient la faculté d'apporter leur concours aux investissements des communes.



Edouard Balladur

## La Corse

COMME il a été dit, le Comité s'est interrogé sur le point de savoir si de nouveaux changements institutionnels étaient opportuns dans les départements et la collectivité territoriale de la Corse, après l'échec du référendum du 6 juillet 2003.

Le texte proposé au suffrage était conforme à ce que seraient les recommandations du Comité, s'il estimait devoir se prononcer après que les électeurs l'ont fait, dans le sens qui vient d'être rappelé. Aussi le Comité ne se considère-t-il pas habilité à saisir les pouvoirs publics d'autres propositions.

Tout au plus appelle-t-il l'attention des pouvoirs publics sur le fait que, sauf dispositions contraires dont la conformité à la Constitution serait d'ailleurs plus que douteuse, la suppression des cantons, qui est au nombre de ses propositions, vaut également pour les deux départements de la Corse; elle entraînerait, par elle-même, une modification du mode de désignation des membres de l'Assemblée de Corse dans l'hypothèse où leur élection se déroulerait, comme celle des conseillers régionaux du continent, en même temps que celle des conseillers départementaux, selon les modalités déjà décrites.

A défaut, l'élection de l'Assemblée de Corse resterait distincte de celle des conseillers départementaux. Dans ce cadre, le Comité, qui a pris acte du souhait des élus de Corse de voir modifier les dispositions législatives qui prévoient que la liste qui a obtenu, lors des élections à cette assemblée, la majorité absolue au premier tour ou le plus de voix au second tour ne recueille pas, comme sur le continent, 25 % des sièges à pourvoir mais seulement trois d'entre eux, suggérerait que ces dispositions soient revues afin que, même fixé en nombre absolu, cette proportion soit augmentée. De même, devraient être reconsidérées les conditions de maintien ou de fusion des listes au second tour. Ces modifications de la loi actuelle favoriseraient la constitution d'une majorité au sein de l'Assemblée de Corse.

**Proposition n°19: modifier certaines dispositions du mode de scrutin actuel pour la désignation des membres de l'Assemblée de Corse.**

■ **Gibiers de potence.** Pour avoir exprimé publiquement le 12 janvier 2008 sa solidarité envers Igor Portu et Mattin Sarasola, la mairesse d'Hernani Marian Beitalarrangoitia sera jugée par l'Audiencia nacional. Les deux jeunes gens, présumés d'ETA, avaient été arrêtés peu avant à Mondragon-Arrasate et brutalisés par la garde civile. Quant à Iñaki de Juana, toujours menacé d'extradition par Belfast vers Madrid, il a appris le 12 mars que le juge Burgess avait accepté la version espagnole de l'expression «*Aurrera Bolie*», qu'on lui reproche d'avoir utilisé dans une déclaration. Cette formule, employée au jeu de boules reprise autrefois par Txomin Iturbe, serait une incitation au terrorisme...

■ **Toujours des interpellations.** Les gardes à vue se succèdent. Après celles liées aux bars associatifs, voici celles relatives aux attaques d'agences immobilières. Le 10 mars, ce sont quatre jeunes interrogés pour des attentats de 2007 contre des agences de St Jean de Luz, Ciboure et Guéthary et libérés sans charge dans la soirée. Le lendemain 11, quatre autres à partir de la destruction le 25 décembre de l'agence Guy Hoquet d'Anglet. Au cours des perquisitions, jugées sans doute indispensables, les enquêteurs ont emporté les grosses à dents. Objectif: relever l'ADN! Bref, ils ont été remis le soir en liberté, sans charge aucune. Sauf un Mikel Onko, arrêté à Ciboure, et sous le coup d'un Mandat d'arrêt européen (MAE) espagnol. Présenté à la cour d'appel de Pau, il a été provisoirement incarcéré à la Maison d'arrêt de Muret. Le soir des interpellations, cent soixante personnes ont manifesté à Ciboure.

■ **Possible expulsion.** Craignant une expulsion vers l'Espagne, Xabier Etxebarria, en fin de peine dans une prison française, a entamé le 3 mars une grève de la faim. Sa libération est prévue le 31 mars.

■ **Libertés menacées: les Basques s'y mettent.** Selon le journal *Berria* du 12 mars, la ertzaintza a transmis en août 2008 des instructions écrites à ses départements d'Alava, Biskaya et Gipuzkoa, selon lesquelles tout acte qui affecte les intérêts des entreprises travaillant sur le TGV doit être considéré comme «*terroriste*». L'auteur du document, Gervasio Gabirondo, chef du service de Sécurité urbaine, ordonne qu'après constat, on doit analyser les qualifications légales des faits, à partir des articles 571, 574 et 577 du Code pénal, correspondant tous à des «*délits de terrorisme*». Ce protocole ne concerne pas seulement les attentats ou les sabotages. Après la marche anti-TGV du 17 janvier à Urbina (Alava), organisée par des associations opposées à l'intervention violente d'ETA, huit personnes avaient été interpellées par la ertzaintza. On leur a appliqué la législation anti-terroriste. A Madrid, le juge Santiago Pedraz, de l'Audiencia nacional, les a remises en liberté, considérant qu'il ne voyait dans ce cas aucune infraction terroriste.



# Lehendakari socialiste en vue

*Avec le soutien des 13 députés du PP, Patxi Lopez s'apprête à gouverner la Communauté autonome. Dans ses négociations tous azimuts, il veille à ne pas devenir demain prisonnier de la droite espagnole.*

**L**E PNV doit apprendre à vivre dans l'opposition, telle aurait été la remarque glaciale que José Luis Rodríguez Zapatero a adressé au patron du PNV Iñigo Urkullu dans un entretien téléphonique quelques jours après le scrutin du 1<sup>er</sup> mars. Effectivement, le PNV semble se résoudre à abandonner prochainement le pouvoir après une première rencontre avec le PSOE le 4 mars. Les deux partis ont constaté leurs divergences, chacun propose à l'autre une alliance, mais exige le poste de Lehendakari. Il est fort possible que le PNV refuse de présenter devant le parlement un candidat au poste de chef du gouvernement et ainsi éviter la mise en scène de sa défaite.

Personne aujourd'hui ne parle officiellement de la future gestion des députations et de grandes villes, mais la question est dans tous les esprits. Une alliance PSOE/PP pourrait avoir des conséquences encore plus lourdes pour le PNV qui se verrait ultérieurement évincé de son pouvoir local.

## Monocolore et indépendants

Mais en politique, tout est possible et l'imprévisible est de rigueur. D'autant que les choses ne sont pas si simples pour celui que l'on présente aujourd'hui comme le futur locataire d'Ajuria Enea. D'abord parce que les socialistes sont largement minoritaires avec seulement 25 députés (1) et qu'ils entendent gouverner seuls, pour avoir les coudées franches. Le prochain gouvernement serait donc monocolore avec un certain nombre d'indépendants n'ayant pas la carte du PSOE dans la poche.

Patxi Lopez sait bien que cet exercice sera difficile et ne veut pas dépendre du PP. A l'issue des négociations avec la droite qui se poursuivent cette semaine, il se contenterait bien d'une simple déclaration d'intentions communes, en échange du soutien de ces députés. Mais le PP exige un accord précis et surtout écrit. Ses conditions s'articulent sur cinq points: les socialistes doivent s'engager à refuser tout dialogue avec Batasuna-ETA, ils doivent aller plus loin dans la défense de la liberté, séparer plus clairement les victimes de leurs bourreaux, défendre l'égalité entre la langue espagnole et la langue basque, tant dans l'éducation que pour accéder à la fonction publique et enfin éliminer du budget toutes subventions à des «organismes philo-terroristes». Le PP ne

demande pas de maroquin au sein du gouvernement autonome, mais exigerait la présidence du parlement. Alors que les socialistes crient aux quatre vents que le vote du PP leur est déjà acquis, le président local du parti populaire Antonio Basagoiti renâcle déjà: «Ils veulent de nous pour la nuit de noces pour ensuite aller avec une autre...» Les affres de l'amour en politique, un thème éternel!

## Majorités d'idées et nuit de noces

Les exigences du PP et certainement d'autres conditions qui demeurent secrètes, ne sont pas très au goût du

le pays autour de «majorités d'idées» chères à Edgar Faure en d'autres temps. Pour filer la métaphore d'Antonio Basagoiti, sur l'air de «Je t'aime, moi non plus», pas question de contrat de mariage, les socialistes préfèrent le concubinage ou les pas-sades sans lendemain avec tel ou tel partenaire.

Le silence de la mouvance Batasuna et ETA ne laisse pas d'interroger et le PNV affirme qu'une rencontre informelle a eu lieu avec les socialistes. Ezker Batua vient d'écartier son coordinateur général qui avait démissionné après la déroute électorale de son parti. Son nouveau leader Mikel Arana annonce qu'EB s'abstiendra lors

baisse.

L'autre grande question porte sur toute une série d'aides dont bénéficiaient associations et institutions liées à la promotion de la langue et de la culture basques. En Iparralde comme ailleurs, les calculettes marchent fort pour évaluer les dégâts éventuels, voire les licenciements. Vouloir rétablir l'égalité de traitement entre la langue basque et la langue espagnole dans un pays où l'euskara n'est parlé que par 25% de la population, en dit long sur l'avenir.

Très vite après son arrivée au pouvoir, Patxi Lopez et ses premières décisions donneront le la quant au «changement tranquille» dont il se



Les deux délégations: Jesus Egiguren, Rodolfo Ares (PSOE), Iñaki Oyarzabal, Arantza Quiroga et Leopoldo Barreda (PP).

PSOE qui entend conserver la plus grande liberté de manœuvre possible. Pour cela, il tend la main à tout le monde. Il prône toujours la transversalité et désire éviter la «politique des blocs» ou des «fronts» (2), tout en considérant le vote des députés PP déjà acquis. Ce qui fait tousser très fort dans les rangs du Parti Populaire, dans la mesure où rien n'est signé pour l'instant. Le Forum Ermua très proche de ce parti, l'adjure de ne pas signer un chèque en blanc aux socialistes.

Patxi Lopez poursuit ses rencontres auprès d'EA et d'EB, les grands perdants du scrutin et demain compte bien rencontrer à nouveau le PNV. Pour desserrer le carcan de la droite, il ménage ses arrières en vue de futurs accords ponctuels avec d'autres partenaires. En somme, il veut diriger

de l'élection du Lehendakari, ce qui fait une voix de moins pour une éventuelle coalition basque.

## Cure d'amaigrissement

Tout un chacun s'interroge sur la politique que mettra en œuvre Patxi Lopez. Les supputations vont bon train quant au départ d'un certain nombre de hauts fonctionnaires, environ 650 semble-t-il, en particulier dans les secteurs de la Santé et de la télévision basque et qu'il faudra recaser. Certains ont déjà fait discrètement parvenir leurs offres de service au PSOE. Les socialistes annoncent qu'ils feront subir aux institutions basques une cure d'amaigrissement pour faire des économies et créer des emplois dans le privé. Le nombre de portefeuilles ministériels, onze actuellement, sera revu à la

veut porteur. La deuxième étape sera la préparation du budget. La crise économique fait partie de ses préoccupations majeures, ainsi qu'un coup d'accélérateur dans la construction du Y basque du TGV, en particulier en Gipuzkoa. Le nouveau président désire donner une image de pluralisme, d'ouverture et gommer la faiblesse de ses soutiens, voire sa fragilité, avec seulement un tiers des députés qui lui sont vraiment acquis à la chambre. Enfin, cerise sur le gâteau, Patxi Lopez s'engage à apprendre la langue basque d'ici la fin de son premier mandat.

(1) Finalement, après la prise en compte du vote des électeurs à l'étranger, EA, en la personne de Rafael Larreina, a perdu son poste de député au profit du PSOE.

(2) C'est-à-dire bloc ou front espagnoliste contre abertzale.



Point de vue

# Le prix de l'aveuglement général

*Les enseignements de l'élection du 1<sup>er</sup> mars dans la Communauté autonome d'Euskadi*

**L**E constat est évident et sans appel: la classe politique basque reste dans l'aveuglement général, en particulier les abertzale qui sont censés défendre le devenir commun d'un pays, Euskal Herria. Le résultat de ces élections était programmé depuis longtemps dans son risque de voir les défenseurs du statu quo, les Constitutionnalistes espagnols, déterminés à prendre le pouvoir à Gazteiz. C'est fait! Pourtant le résultat ne semble pas susciter la prise de conscience impérieuse qu'exige la situation. Pour résumer, au risque de la caricature, le tableau se présente ainsi sous nos yeux: un parti dominant, PNV/EAJ qui devrait logiquement se maintenir au pouvoir, peut se retrouver dans l'opposition. Au vu des résultats, une partie importante de ses dirigeants souhaiterait faire une grande alliance stratégique avec le PSOE, condamnant de ce fait la stratégie d'Ibarretxe qui sera probablement conduit à se retirer s'il en est ainsi. Cette issue logique est contestée par les Socialistes qui peuvent compter sur le soutien de principe du Parti Populaire car les uns et les autres voient pour la première fois l'occasion de prendre le pouvoir à Gasteiz et de sortir Ibarretxe. On peut constater qu'aucune voix du PSOE ne s'insurge contre cette prise de pouvoir contre-nature à plus d'un titre. Et l'ambition démesurée de Patxi Lopez est telle qu'il s'aveugle sur sa propre légitimité. Il sait pertinemment que même si les Abertzale globalement reculent d'une façon significative, ils restent cependant nettement majoritaire. A gauche, les socio-démocrates d'EA n'ont pas su convaincre et ont proba-

blement voter «utile» en faveur d'Ibarretxe; les militants d'Ezker Batua paient sans doute leurs luttes intestines à répétition; Aralar semble pour la première fois avoir convaincu une petite partie des radicaux que la voie de la confrontation démocratique dans le monde d'aujourd'hui est la seule qui vaille; enfin les radicaux de Batasuna ont une nouvelle fois démontré leur capacité de mobilisation de leur pré carré avec ses 100.000 voix.

## La division abertzale

Mais l'échec global est là. Pourquoi ne suscite-t-il pas cette prise de conscience, ce sursaut où l'intérêt général reviendrait au centre du débat? Comment ne pas se rendre compte que nous payons chèrement nos divisions et quand, enfin, cessera-t-on de jouer au patriotisme de parti? Quand aborderons-nous les problèmes non seulement de la crise, mais aussi ceux de notre avenir commun? Comment construire cette euro-région basque, la seule perspective collective pour le Zazpiak-bat?

Si tous sont responsables, le degré de responsabilité des uns et des autres est cependant sensiblement différent. Le PNV qui gère depuis la transition le pouvoir à Gazteiz, oscillant entre la tentation autonomiste et la voie souverainiste, n'a pas réussi à impulser une sortie politique crédible. On peut s'étonner de la légèreté avec laquelle le Lehendakari s'est lancé dans la voie de la «consultation basque» sans penser à une alternative sérieuse au refus catégorique de celle-ci annoncé par Madrid.

Un des tournants a été sans conteste

les accords de Lizara-Garazi qui auraient dû être l'occasion de sortir de l'ornière. La responsabilité d'ETA et de son bras politique Batasuna est énorme: enfermé dans sa rhétorique désuète et dans sa langue de bois, manipulant «ses» prisonniers, entretenant son pré carré, fier de son jusqu'aboutisme et du maintien de son électorat instrumentalisé à son tour par Madrid, malgré ou grâce à une répression sanglante répondant aux attentats barbares des Etxarrak, Batasuna fonce systématiquement comme un bon taureau espagnol dans la muleta qu'agite le PSOE et qui récolte les dividendes des victimes innocentes. Et ça marche! Rappelons qu'aucun des pères fondateurs d'ETA ne se reconnaît plus dans l'organisation d'aujourd'hui. Ils se sentent trahis. Batasuna n'a pas su ou n'a pas pu faire cesser cette dérive militariste suicidaire. Incapable de sortir de sa dialectique schizophrène avec les autres forces politiques. Batasuna, au nom du passé, s'est enfermé dans des positions intenable, confisquant et hypothéquant le futur d'Euskal Herria. Cet enfermement, s'il n'est pas brisé dans les mois à venir, fermera la porte à l'unité des abertzale et encouragera encore plus les autonomistes du PNV/EAJ à trouver un compromis avec le PSOE.

## Un projet stratégique pour Euskal Herria

Par contrecoup, Batasuna pourra ainsi affirmer qu'eux sont les abertzale authentiques et ceux «d'en face» des «collabo». Et on repartira pour un nouveau cycle déjà bien connu et bien rodé!

Pendant ce temps-là, Euskal Herria

évolue rapidement en même temps que la globalisation, sans se rendre compte que celle-ci joue à terme contre nous.

Pourtant, ces deux forces opposées dans le jeu politique basque sont condamnées tôt au tard à s'entendre sous peine de marginaliser notre combat ou même de faire disparaître à tout jamais notre pays. Nous ne pouvons qu'exhorter les uns et les autres à ce sursaut salutaire qui pourra rendre espoir au peuple basque, de plus en plus gagné par le désenchantement et le scepticisme. Cette absence de vision globale est consternante. Est-ce qu'il ne serait pas possible que des médiateurs ayant la confiance des uns et des autres, initient des discussions pour avancer vers une solution globale du problème basque et sortir du piège des intérêts partisans? C'est une formule qui a en d'autres lieux apporté des résultats. C'est l'enjeu des prochains mois. Si rien ne bouge, s'il n'y a pas de rupture avec les anciens schémas et les déterminations mortifères qui minent les uns et les autres, si l'autocritique, le bon sens, l'intérêt général, l'imagination et l'initiative n'animent plus nos responsables politiques, si un nouveau souffle porteur d'espérance s'appuyant sur un projet stratégique global pour Euskal Herria ne sont pas offerts au Peuple basque, on continuera sur la voie du déclin. Nous serons les responsables de ce gâchis, de cette autodestruction collective et de cette involution. Sortons de cette propension à mettre sur le dos des autres nos capacités à l'action et notre aveuglement général.

Kurio

## «Oi gu hemen bidean galduak...»

 (Bigarren orrialdean segida)

Orain egin ditzagun bertze gogoeta batzuk ere. Zer diozue hauteskunde hauen emaitzen ondotik? Alderdi batek, alde handiz, irabazi ditu bozak baina bertze koalizio batek azpitik ebatsiko dio gobernatzeko eskubidea... Adiskideak, zuzentzasunik ikusten duzue hor? Nik ez. Bertzalde, zenbaitak, Iparralde huntan naski gehienik, bitxi kausitzen dute Arabak Bizkaiak bezainbat ordezkari izatea. Eztabaidagarria da gaia, baina ikuspegi hori Iparaldetik mahaigaineratzea pixka bat harrigarri zaigu: izan ere, sistema horrek, biharko Euskal Herri bateratuan, emanen lioke Iparraldeari indar gaitza, 25 ordezkari Zuberoatik eta bertze hainbertze Lapurditik!!! Ez ote litzateke hori egitura mireargarria preseski Hegoaldeak ez gaitzan irents hurrupaldi batean, gu,

halako gibelapena hartua duguna eta beti hartzen ari?

Bertzela, jeltzaleek oposizioan egonaldi bat egitea ez da beharbada osoki kaltekorra izanen 30 urtez botere bat eskuetan atxiki ondoan. Ezker abertzale erradikalak gehiago kezkatzen gaitu, berak sortu hikadegian sartua baitugu erroraino: 700 preso eta Espainiaren den gutieneko eskuzabaltasunik ez ageri eta borroka armatua ezin utz deus ordainik gabe, azkeneko 30 urteetako hil, pairamen eta zalaparta guziak deusetako izan direla onartzea bailitzateke! Bizkitartean El Salvadortik dator bide erakusle izan daitekeena: borroka armatua denbora labur bateko dela bakarrik eta armak utzi behar direla on deno eta behin betikotz, herritarrei hitza uzteko, hartako doia demokrazia baitago. Geroako gero.





# Est-ce que nous existons ?

« **C**OMMENT peut-on être Basque? » aurait demandé Montesquieu si, au lieu de faire partir ses Lettres de la Perse, il les avait postées à sa porte, en Aquitaine. Mais la question, trop concrète et politiquement incorrecte, sera tombée dans la censure du mépris et de l'oubli.

« Le Pays Basque, ça n'existe pas », disait en janvier 1965 un préfet des Basses-Pyrénées. Depuis lors le langage officiel s'est assoupli, un dégel idéologique est venu, des efforts sont enfin esquissés en faveur de la langue basque et des projets économiques.

Mais pour de nouvelles institutions, il n'y a pas de progrès. Le « pays Pays Basque » reste dans les limbes, et son bégaïement est tombé dans le coma. Ce silence est le symbole de reculs institutionnels, comme la menace qui pèse sur la Chambre de commerce de Bayonne (fondée en 1726) et sur les organismes sociaux décentralisés de ce département historiquement et géographiquement bicéphale.

Le Pays Basque d'Aquitaine avait pourtant une

Jean-Louis Davant

existence apparente en matière électorale, avec deux circonscriptions de la Côte basque et celle du Pays Basque intérieur (Soule comprise). Mais cette existence symbolique était de trop pour l'es-

« Ce qui nous gêne, ce n'est pas de cohabiter avec les Béarnais c'est la négation de notre existence »

prit jacobin de Charles Pasqua: en 1986, en charcutant la carte électorale, il joignit le Pays Basque intérieur à une bonne partie du Béarn. Ce qui nous gêne, ce n'est pas de cohabiter avec les Béarnais (ils sont plus « braves » que nous) c'est la négation de notre existence.

Voici qu'une occasion se présente de corriger cet-

te régression vers un non-être encore plus profond: il est question de modifier à nouveau la carte électorale pour la découper en circonscriptions de 120.000 électeurs. D'après les listes électorales de 2007, le département 64 aurait 4 députés (au lieu de 6) pour 477.863 inscrits, dont 267.164 en Béarn et 210.699 chez nous. Pour avoir nos 2 députés, nous serions un peu sous la barre. Mais pourquoi ne pas espérer un peu de compréhension?

Dans ces cas nous aurions deux circonscriptions: l'une pour la Côte basque (du Boucau à Hendaye) avec 110.000 électeurs inscrits: l'autre pour le Pays Basque intérieur (d'Espelette à Tardets, en passant par La Bastide et Bidache), avec plus de 100.000 inscrits.

Ainsi le Pays Basque d'Aquitaine aurait une certaine existence institutionnelle et une représentation directe à la Chambre des députés. Est-ce trop demander pour une « minorité nationale » menacée d'extinction? Ce qui existait sous des régimes jacobins devrait être possible dans une République un peu plus girondine.

## Sur votre agenda

Martxo:

✓ **Vendredi 20, à partir de 21h, AINIZA** (Euskal Herriko Laborantza Ganbara) Conférence: Comprendre la crise économique « Une crise, des crises. Un système en faillite », par Pascal Mulet, étudiant en économie et en sociologie.

✓ **Samedi 21, HENDAIA** (local près des pompiers). Journée en faveur du Gaztetxe. 12h: apéritif, 13h: repas et bertso, 18: trikitixa et poteo, manif, à partir de 19h: concerts (Kaskezur, Les Bouteilles Vides, PIB All Star, Willis Drummond).

✓ **Mercredi 25, 18h30, DONIBANE LOHITZUN** (Ducontenia). « Etxea ena etxeokak », évocation de « La maison et ses habitants » dans la littérature basque. Textes lus par: Maite Deliar, Graxi Solorzano et Pantxoa Etchegoin. Bertsus chantés par Anje Duhalde.

## 40 ans d'Armor

**I**L fallait oser, en 1969, lancer un mensuel généraliste réunissant l'ensemble des cinq départements bretons. En franc-tireur, Yann Poilvet l'a fait. Depuis, armor magazine s'est imposé dans le paysage médiatique breton. Ses prises de position, ses éditoriaux, ses articles reflétant la vie politique, économique et culturelle, ses cahiers spéciaux sur les villes et les pays, ainsi que ses dossiers thématiques sont autant de référence qui alimentent la « mémoire » de la Bretagne.

40 ans plus tard, au moment de fêter son anniversaire, armor magazine a voulu présenter, dans un numéro spécial, les grands changements que

la Bretagne a connus pendant ces quatre décennies, les principaux événements, les femmes et les hommes qui ont fait et qui feront notre région, les défis à venir.

Des grands témoins ont accepté de parler de la politique, de l'économie, de la culture, de la musique, de la langue bretonne, du tourisme, de l'Europe, de l'environnement durant ces quatre décennies avant de tracer



quelques pistes pour les années à venir: Romain Pasquier, Yannick Le Bourdonnec, Alain Glon, Jean Bothorel, Jean Olivro, Yves-Thibaut de Silguy, Jean-Claude Pierre, Jean-Bernard Vighetti, Frank Darcel, Armel Morgant, Bernard Hommerie, Olivier Mogn, Simon Le Bayon, Aziliz Gouez. Place aussi aux plumes de la rédaction pour parler de l'identité, de la mer, des livres, de l'international, des valeurs montantes...

Ce numéro est actuellement en vente dans les kiosques. Il peut également être commandé (5 euros) à armor magazine — B.P. 90206 — 22402 Lamballe Cedex — armor-magazine@wanadoo.fr.

## Enbata peut vous aider !

**V**OUS avez pris votre retraite ou cessé votre activité professionnelle et vous n'arrivez pas à vous consoler de tous ces lundis matins où, le cœur en joie et la tête en fête, vous repreniez le chemin de l'usine ou du bureau?

Enbata vous propose une thérapie efficace et gratuite: venez rejoindre l'équipe des bénévoles qui, le lundi et le mardi, assure le travail administratif d'envoi du journal et de la gestion des

abonnés.

Dans des locaux spacieux et lumineux (très rarement inondés), au sein d'une équipe dynamique et très jeune (d'esprit), venez soigner votre blues du lundi matin!

Vous pouvez nous téléphoner (le lundi et mardi) au 05 59 46 11 16, mailer à enbata@wanadoo.fr, ou nous rendre visite le lundi et mardi, rue des Cordeliers à Bayonne. On vous attend!



■ **Un livre** sur la campagne de soutien à Euskal Herriko Laborantza Ganbara est en préparation aux éditions Elkar. Ecrit par deux journalistes du Pays Basque, Rémi Rivière et Maritxu Lopepe, il a pour objectif de constituer un témoignage à chaud de cette longue affaire: l'occasion d'expliquer la revendication d'une Chambre d'agriculture du Pays Basque et ces quatre années de harcèlement administratif et politique contre Euskal Herriko Laborantza

Ganbara. Et d'analyser cette période mouvementée entre le mandement de citation, en août 2008, visant le président d'EHLG, Michel Berhocoirgoin, jusqu'au procès du 29 janvier 2009.

150 pages dont 60 de photos et des documents exclusifs. Les premiers exemplaires de cet ouvrage, dès son impression, par chèques (20 euros) établis à l'ordre de « ELKAR » à l'adresse suivante: EHLG doit-vivre 20, rue des Cordeliers 64 100 Bayonne.

## Sommaire

Cahier n°1 Enbata

● Le rapport Balladur ne touche pas au millefeuille mais laisse l'parralde sans institution .4 et 9

● Lehendakari socialiste en vue ..... 10

Cahier n°2 «Alda» ..... quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 60€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190. Mail: enbata@wanadoo.fr